

Dialogue national

Les consultations se poursuivent à la Primature



La délégation du CLR lors de l'échange avec le chef du gouvernement.



Le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet poursuit les consultations en vue de la tenue du dialogue national.



Les responsables du PGCI ont déjà, eux aussi, été reçus à la Primature.

O. N.
Libreville/Gabon

Depuis la semaine passée, le Premier ministre, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, consulte les responsables des partis politiques, dans la perspective de la tenue du dialogue politique inclusif et sans tabou, prôné par le président de la République, Ali Bongo Ondimba. Ces échanges devraient se poursuivre cette semaine aussi.

COMME annoncé devant l'Assemblée nationale à l'occasion de sa Déclaration de politique générale, le Premier ministre, chef du gouvernement, Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, a entamé, lundi dernier, à la Primature, les consultations des responsables politiques. Cela dans la perspective de la tenue du dialogue national inclusif et sans tabou, prôné par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba.

Il s'agit pour lui de recueillir les avis et les positions des uns et des autres quant à l'idée émise par le numéro un gabonais.

Dans l'ensemble, on peut noter que ce projet reçoit l'adhésion et le soutien de toutes les personnalités qui ont déjà échangé avec l'actuel locataire de l'immeuble du 2-Décembre. Aussi bien le secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG), Faustin Boukoubi que les dirigeants de plusieurs autres formations politiques de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence, tous jugent d'un bon œil l'initiative du président de la République d'organiser de telles assises. Pour Faustin Boukoubi, par exemple, ce dialogue doit être "une grande avancée pour notre pays, en ce sens que chacun des partis politiques prendra des positions et apportera sa pierre à cette réflexion tant attendue". Même son de cloche pour le président du

Centre des libéraux réformateurs (CLR), Jean-Boniface Assélé. Ce dernier estime que "nous devons tous nous parler, nous asseoir pour construire quelque chose de positif pour l'avenir de notre très cher pays Gabon".

Toujours dans le même ordre d'idées, la responsable du Rassemblement des démocrates républicains (RDR), Mme Léontine Mébalé a, pour sa part, soutenu que "ce dialogue politique inclusif doit bel et bien avoir lieu pour que les fils et les filles du Gabon se parlent, sachant que la situation à l'issue de la dernière élection présidentielle a montré qu'il faut remédier aux difficultés dans tous les secteurs d'activités. Cela afin de sortir de ce climat délétère."

De son côté, le secrétaire exécutif du Parti gabonais du centre indépendant (PGCI), le sénateur Carlos Okinda a, tout en remerciant le Premier ministre d'avoir associé son parti à sa démarche, estime

que "toute la classe politique doit s'entretenir et échanger sur les questions importantes de l'heure, afin de préserver la paix dans notre cher et beau pays".

Il faut également souligner que l'autre idée qui émerge dans l'esprit des acteurs politiques ayant déjà échangé avec Franck-Emmanuel Issoze Ngondet, est celle relative à "l'impérieuse nécessité d'associer à cette concertation toutes les composantes de la société gabonaise". Les uns et les autres pensent que le "statut quo et la radicalisation des positions n'ont jamais été de nature à ramener la quiétude et la sérénité dans le pays".

Pour le président du Bloc démocratique chrétien (BDC), qui avait récemment estimé que cela ne servait à rien de

dialoguer seulement avec "les 0%", l'initiative de ces assises est louable. "Je souhaite que soient associés les acteurs de la société civile et les responsables des confessions religieuses. In fine je propose que l'on mette en place une commission ad hoc à cet effet", a-t-il déclaré.

Autres préoccupations exprimées au cours de ces consultations autour du chef du gouvernement, l'organisation pratique et les modalités de participation à ce dialogue. Les responsables des partis politiques consultés aimeraient bien maîtriser tous les contours du chronogramme et du calendrier de ces prochaines assises nationales.

En guise de rappel, on notera que depuis plusieurs mois, nombre d'acteurs politiques se prononcent sur l'initiative

du numéro un gabonais appelant à un dialogue national inclusif et sans tabou. Si dans la majorité républicaine et pour l'émergence toutes les forces de ce camp politique soutiennent l'idée, ce n'est pas le cas dans l'opposition. A ce jour, rares sont les formations politiques favorables au projet présidentiel. Comme le PDS de Me Séraphin Ndaot Rembogo, et Démocratie nouvelle (DN) de René Ndemezo'Obiang, même si d'autres sons de cloche sont entendus au sein de cette écurie nouvellement créée (lire par ailleurs). A cette liste des partants, figurent aussi des personnalités telle que Mike Joctane dont la position tranche avec celle de l'Union nationale (UN), parti dont il est l'un des vice-présidents.

Cacophonie au sein de Démocratie nouvelle

Franck Rebela rejette le dialogue accepté par son leader



Franck Rebela, un des cadres de DN ne partageant pas la position de son président René Ndemezo'Obiang.



Une vue des militants de DN lors du point-presse du secrétaire national à l'éducation.

René AKONE DZOPE
Port-Gentil/Gabon

Le secrétaire national de Démocratie nouvelle (DN) se dit également favorable à la participation de l'opposition aux prochaines élections législatives.

"EN tant que secrétaire national de Démocratie nouvelle (DN), en charge de l'Education et de la Formation, je m'inscris fondamentalement en faux quant à la décision de mon parti de prendre part au dialogue national convoqué par Ali Bongo Ondimba". Franck Rebela a été on ne peut plus clair au cours du point de presse donné récemment au

siège du Parti gabonais du progrès (PGP). "Surabondamment, je conteste la procédure statutaire ayant conduit à formaliser cette décision", a-t-il appuyé.

Selon lui, seul le congrès du parti est habilité à prendre ce genre de décision. Rappelant l'article 8 de ses statuts qui prévoit que "le congrès est l'instance suprême du parti. Il est souverain. Il détermine les grandes orientations du parti...". Pour Franck Rebela, "il est aisé de conclure que la grande décision de tourner le dos à l'élection présidentielle aurait dû être prise au sein de cet organe, parallélisme des formes oblige".

Il est revenu en long et en large sur les mobiles de son refus de participer au dialogue national inclusif pro-

posé par le président de la République, Ali Bongo Ondimba, dont il dit contester toujours la réélection. M. Rebela prend ainsi le contre-pied de son président, René Ndemezo'o Obiang, favorable à ce conclave. "Je me tiens, le moment venu, à tirer toutes les conséquences de ma position que j'assume", a-t-il lancé.

L'orateur s'est dit par contre favorable à la participation de l'opposition aux prochaines élections législatives. "Parmi les erreurs de l'opposition en 2009, il y a le boycott des élections législatives qui confèrent à Ali Bongo Ondimba, une majorité plus qu'écrasante à l'Assemblée nationale", soutient l'ancien sénateur. Or, estime-t-il, "une majorité au Parlement peut également conduire à la prise du pouvoir."

OPTEZ POUR UNE SECURITÉ MAXIMALE

NOUVEAUX PRODUITS

Biométrie

Caméras IP Fisheye 360°

Coffres-forts bancaires MILLIUM

dogatic services

DP 0138 LISIEVILLE - Tél : (+041) 88 22 55 64 / 81 14 91 65 - Fax : +33 1 75 75 85 37
 POC : Tél : (+041) 87 14 01 30 - Fax : 07 30 08 33 - support@dogaticservices.com
 www.dogaticservices.com